



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

23 octobre 2023

Gaza sous les bombes : halte au massacre du peuple palestinien !

Les Gazaouis, privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de culte, exodes... sont maintenant leur quotidien.

Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et, grâce aux actions menées par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous plus massivement encore aux prochains rassemblements !

Solidarité internationale

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de Juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

Qui terrorise qui ?

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme, a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !

« Terrorisme » : aujourd'hui, ce mot est utilisé pour nous faire taire sur la Palestine. Mais Macron veut restreindre la liberté d'expression en général et faire taire toutes les dissidences.

La terreur est pourtant leur arme, pas la nôtre. Le gouvernement israélien invite la population de Gaza à fuir le nord d'une bande de terre de 35 kilomètres et bombarde le sud. Et quand les impérialistes français ou américains justifient leur appui à Netanyahu au prétexte du terrorisme du Hamas (une organisation obscurantiste qui ne représente en rien les intérêts du peuple palestinien), c'est pour masquer le terrorisme d'État qu'Israël accomplit avec ses énormes moyens militaires.

Et nous ?

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx et Engels, les auteurs du *Manifeste du parti communiste*... Et les Palestiniens moins encore que les autres. Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelle que soit leur langue, leur nationalité ou leurs convictions religieuses : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !

À quand les lits à étages ?

Le week-end des 7 et 8 octobre, aux urgences. Les patients y attendaient au moins trois jours. Il y avait 63 malades qui attendaient d'être hospitalisés, alors qu'il n'y avait que trois lits vacants dans l'hôpital.

Il faut dire qu'entre 2017 et aujourd'hui, le CHU a perdu 137 lits...

C'est reparti...

Après plus de 280 passages quotidiens aux urgences adultes de l'hôpital de Trévenans, le directeur de ce dernier a déclenché le plan blanc mercredi 11 octobre. L'exception devient un mode de fonctionnement.

Le secteur privé montré du doigt

La Cour des comptes a publié un rapport sur l'état de la santé. Elle dénonce à cette occasion le secteur privé qu'il faut, selon elle, inciter, « voire contraindre », à jouer le jeu de la permanence des soins, notamment le week-end et lors des vacances d'été et de fin d'année. Ce que, à l'évidence, il ne fait pas, malgré le fait qu'il est largement financé par l'argent public. Les « sages » préconisent de conditionner les autorisations d'exercer délivrées par les ARS à cette participation du privé aux soins pour tous. Et de conclure : « *Tout établissement de santé autorisé et financé par la solidarité nationale doit participer à la mise en place effective d'un service public hospitalier performant.* »

Un vœu pieux, car ce qui motive le secteur privé hospitalier c'est d'abord et avant tout la recherche du profit, pas le service aux malades.

Près de 3 000 enfants dorment dans la rue

Aujourd'hui, 2 822 enfants dorment dans la rue ou tous autres lieux les privant de conditions de vie dignes et sécurisantes, dont 686 enfants de moins de trois ans. Des chiffres que l'Unicef estime sous-estimés. En septembre 2018, Macron avait affirmé vouloir « *éradiquer la pauvreté extrême en une génération* » et le 18 septembre dernier, dans son « Pacte de solidarité », la Première ministre faisait de la prévention de la pauvreté et de la lutte contre les inégalités « *une priorité* »... Fin 2022, 2,4 millions de ménages étaient en demande d'un logement social, soit une hausse de 7 % par rapport à 2021. Face à une situation qui ne cesse de s'aggraver, une des solutions d'urgence serait de réquisitionner tous les logements vacants ou inhabités et de les attribuer à des mal-logés ou à des personnes à la rue. Le slogan « Un toit, c'est un droit » commencerait alors à prendre du sens.

Darmanin chef d'escadrille

« *Les cons ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît* » faisait dire dans le film *Les Tontons flingueurs* le dialoguiste Michel Audiard à un des personnages. Eh bien Darmanin vient d'illustrer avec brio la justesse du propos. Il a déclaré : « *La haine du Juif et la haine du flic se rejoignent.* » C'est affirmer que ceux qui s'opposent à la fois aux violences policières et au colonialisme d'Israël ne sont mus que par l'antisémitisme. Plus c'est gros, plus ça passe...

Des papiers pour tous !

Des centaines de travailleurs sans papiers ont enclenché mardi dernier un mouvement de grève dans une trentaine d'entreprises en Île-de-France pour réclamer leur régularisation. Ils ont pénétré dans les locaux de 33 entreprises du bâtiment, de la logistique, du nettoyage ou de la distribution, principalement en région parisienne. Nombre de ces entreprises travaillent sur les chantiers des Jeux olympiques de Paris. Une trentaine d'entre eux se sont introduits au siège d'une entreprise d'intérim à Saint-Denis où certains scandaient « Pas de JO sans papiers ». La majorité des grévistes travaillent sous le statut d'intérimaires pour des sous-traitants, notamment de Veolia, Chronopost ou Carrefour.

La déforestation mondiale continue

La COP26 qui s'était tenue à Glasgow, en Écosse, en 2021, avait vu 145 États s'engager à mettre fin à la déforestation et à la dégradation des terres d'ici à 2030. Eh bien c'est mal barré. Une vaste coalition d'ONG et d'organismes de recherche vient tout juste de publier un bilan qui montre que loin de régresser la déforestation mondiale se poursuit. Elle a augmenté de 4 % en 2022 par rapport à 2021. Près de 6,6 millions d'hectares ont disparu. Le capitalisme continue de saccager la planète.

Campagne islamophobe

Le ministre de l'Intérieur continue d'instrumentaliser le conflit au Moyen-Orient, avec cette fois pour cible Karim Benzema, accusé d'être « *en lien notoire avec les Frères musulmans* » donc, selon lui, avec le Hamas. Pour preuve : la piété religieuse dont ferait preuve le footballeur et le fait qu'il n'ait pas tweeté en faveur des victimes israéliennes du conflit. Valérie Boyer, sénatrice et vice-présidente des Républicains, a surenchéri en demandant de retirer au footballeur son Ballon d'or, puis de lui ôter la nationalité française. En attendant le retour de la peine de mort ?